

Bulletin d'histoire politique

La dérive fasciste des mouvements autonomistes : Francis Arzalier, Les perdants, la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XXe siècle, Paris, Éditions La Découverte, textes à l'appui/série histoire contemporaine, 1990, 260 pages

Bernard Dansereau



Volume 3, numéro 2, hiver 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063254ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063254ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dansereau, B. (1995). Compte rendu de [La dérive fasciste des mouvements autonomistes : Francis Arzalier, Les perdants, la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XXe siècle, Paris, Éditions La Découverte, textes à l'appui/série histoire contemporaine, 1990, 260 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 3(2), 165–176. <https://doi.org/10.7202/1063254ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

LA DÉRIVE FASCISTE DES MOUVEMENTS AUTONOMISTES

Francis Arzalier, *LES PERDANTS, LA DÉRIVE FASCISTE DES MOUVEMENTS AUTONOMISTES ET INDÉPENDANTISTES AU XX^E SIÈCLE*, Paris, Éditions La Découverte, textes à l'appui/série histoire contemporaine, 1990, 260 pages.

Bernard Dansereau

Université de Montréal

Aucun des grands événements de ce siècle ne peut se comprendre si on ne tient compte de la question nationale. Le désir national a généré des conflits entre pays ou États, mais aussi à l'intérieur de pays, dont plusieurs, comme la France, se croyaient immunisés. Partout ont surgi des mouvements régionalistes, autonomistes, indépendantistes, parfois marginaux, à d'autres moments influents. Ils sont toujours présents, renaissent après une éclipse plus ou moins longue.

Ces mouvements identitaires¹ ont adhéré à diverses idéologies. Dans certains cas des mouvements identitaires ont épousé des idéologies d'extrême droite. C'est la découverte d'une *Selbstchust* (centre de formation) à Taverny, dans l'ancien «château» de Vaucelles qui va mettre Francis Arzalier sur la piste de Hermann Bickler. Bickler fut l'organisateur du centre de formation de Taverny-Vaucelles, centre dont l'objectif est de former et d'organiser les Français entrés volontairement au services de la Gestapo entre 1943 et 1944.

Hermann Bickler est *Standartenfuhrer* (colonel) de la SS. Il devient, en mai 1943, le commandant l'AMT VI, soit le service de renseignement de la SS en France. Il est alors un des nazis les plus importants de France². Mais Hermann Bickler n'est pas Allemand, il est Alsacien, il est Français.

L'itinéraire d'un Herman Bickler, qui dans l'après-guerre va poursuivre une carrière dans les affaires, en République fédérale d'Allemagne et en Italie, à l'abri de toutes tracasseries administratives, va pousser Francis Arzalier à poser plusieurs questions:

- Comment Bickler, citoyen français, a-t-il pu devenir un rouage important du parti nazi, alors même que d'autres Allemands sont morts dans les camps et que quelques-uns ont participé à la Résistance en France?
- Comment Bickler, jeune militant autonomiste en Alsace, a-t-il pu glisser de ces luttes pour l'autonomie au nazisme?
- Comment Bickler, condamné à mort, a-t-il pu vivre quarante ans dans l'impunité absolue en Allemagne fédérale et en Italie, alors que redevenu citoyen français en 1944 comme tous les Alsaciens-Lorrains, il ne relève même pas d'une procédure d'extradition?
- Pourquoi n'en parle-t-on pas en France, malgré son rôle important?
- Est-ce que les hommes de main du nazisme, les tortionnaires méritent la notoriété, et pas leurs chefs?

Ces questions, elles s'adressent aussi, comme nous le verrons, à d'autres ex-militants autonomistes, bretons, corses, alsaciens, nord-africains, qui vont passer au nazisme. Cette évolution a existé, des années trente à 1945, ailleurs qu'en France, de l'irrédentisme croate au nationalisme ukrainien, de l'Irlande à l'Égypte, de l'Asie à l'Amérique. Tous les continents ont connu «ces soldats perdus d'une nation niée, transformés peu à peu en supplétifs de l'Internationale noire» (page 12).

Le nationalisme, le régionalisme mènent-ils inévitablement à l'extrême-droite, soit, dans le contexte des années quarante, au nazisme et au fascisme? Ou comment expliquer ces itinéraires?

Comme, l'élément central pour la compréhension de cette réalité réside dans le fait national, Francis Arzalier prend soin d'établir ses paramètres. avant d'entreprendre l'étude de ces cheminements, de cette dérive: peuple et nation. Pour Arzalier «il est relativement aisé de définir objectivement un peuple particulier, sur la base d'une communauté de culture, de langue, d'histoire, parfois de le délimiter géographiquement; il est aussi facile de constater que ce peuple ne devient une nation que le jour où il est conscient de l'être, et désireux de se constituer en entité politique. Région, "ethnie", peuple, nation; la différence est toujours en grande partie subjective, de l'ordre de la prise de conscience, reposant ou non sur une réalité strictement géographique»³.

Peut-il y avoir un lien quelconque entre courant identitaire et nazisme ou fascisme? Alors que le premier revendique plus de liberté pour la culture, la langue, la nation, les seconds méprisent la démocratie, veulent transformer les citoyens en sujets d'une idéologie et d'un État tout-puissant.

Le fascisme c'est avant tout le rejet des idéaux de 1789 et de 1917. Tout fascisme est, d'abord une forme de contre-révolution musclée, dont l'objectif est en premier d'éliminer par la force, la terreur, les mécanismes du suffrage universel, les libertés individuelles et collectives⁴.

Il n'y a donc pas de définition réductrice du fascisme. Il y a des fascismes, des idéologies diverses, identifiables par quelques concepts centraux dont le premier est l'anti-égalitarisme. Le fascisme et le nazisme sont, et c'est fondamental, des variantes de l'idéologie antirévolutionnaire.

Tout conservatisme n'est pas pour autant fascisme ou nazisme. Ils ont évidemment des points communs: autoritarisme, haine du libéralisme, et du socialisme. Ils se distinguent lorsque les conservateurs revendiquent une structure sociale hiérarchisée, les fascistes et les nazis rêvent d'un égalitarisme absolue devant le chef. Les fascistes projettent un profond mépris des valeurs des grands bourgeois, base sociale du conservatisme.

Le fascisme n'est pas non plus limité à l'Italie mussolinienne ni à l'Allemagne hitlérienne. Des fascistes et des nazis, il y en a eu partout, dans tous les pays, sur tous les continents, liés par une même pensée: une pensée contre-révolutionnaire.

Trois cas: Bickler, Rocca, Mordrel

Trois exemples vont permettre à Arzalier d'illustrer son propos. Les trois proviennent de mouvements identitaires en France: Bickler est alsacien, Rocca corse et Mordrel breton.

Hermann Bickler. Bickler naît dans une famille traditionnelle alsacienne de langue allemande. L'après-guerre va provoquer une prise de conscience chez le jeune Bickler, comme chez beaucoup d'autres jeunes alsaciens de langue allemande. Pour eux, les promesses de respecter les particularismes, de reconnaître le droit des peuples d'Europe à choisir leur destin s'accordent mal avec la politique française à l'égard de l'Allemagne.

Les maladresses de l'administration française en Alsace, fonctionnaires ne parlant pas l'allemand, centralisation à Paris, etc., suscitent le mécontentement populaire. Ce mécontentement va se canaliser dans l'*Elsässische Volkspartei* (UPR) un parti de la droite catholique, qui préconise le bilinguisme, le maintien du système juridique et scolaire séparé. Le non respect des populations alsaciennes de langue allemande pousse beaucoup d'ouvriers et de paysans vers le cléricisme conservateur. Les socialistes pratiquent une politique centralisatrice et les communistes sont encore trop minoritaires pour offrir une solution valable au fait national alsacien.

Étudiant, Hermann Bickler s'engage, à cette époque, dans des mouvements autonomistes. Ces mouvements prennent de multiples formes.

Certains s'intéressent surtout aux questions linguistiques, revendiquent l'égalité avec le français. D'autres se préoccupent plus du maintien des lois scolaires et religieuses. Finalement certains groupes préconisent l'autonomie totale et des liens plus étroits avec leurs correspondants d'outre-Rhin. C'est vers ces derniers groupes que Bickler se dirige. En 1927, il adhère à l'*Unabhängige Landespartie* (Parti de l'indépendance).

Petru Rocca. Rocca est corse, né en 1887 à Vicu au coeur de l'île. La Corse représente un cas particulier. Avant la Révolution française, les Corses forment vraisemblablement une nation, reconnue par une partie de l'Europe. Cet État corse est brisé par la conquête française de Louis XV. De nombreuses erreurs des dirigeants «révolutionnaires» vont leur faire perdre l'appui de la population corse, appui qui leur avait été acquis par le décret qui redonnait au peuple corse le droit d'élire ses représentants et le droit de parole.

La Corse subit par la suite l'attitude semi-coloniale des gouvernements français successifs: étouffement de la culture corse, absence de développement économique, etc.. Le seul avenir pour un jeune Corse réside dans l'exil en métropole ou dans les colonies.

Après sa démobilisation, Petru Rocca s'engage dans le mouvement nationaliste. Il se dit «ni royaliste, ni républicain, ni bonapartiste, seulement corse».

Olier Mordrel. Mordrel est fils d'un général de l'armée coloniale française, catholique et relativement aisé. À la fin du XIX^e siècle, la Bretagne est confrontée aux nouvelles réalités économiques: sous-développement économique, exode rural et mépris de la culture celtique. Les gouvernements français n'ont rien à offrir à la jeunesse bretonne, si ce n'est l'exil à Paris.

Mordrel se lance dans l'activisme politique. En 1919, il s'associe à *Breiz Atao*, à la défense du nationalisme breton. Ce mouvement fait partie d'un plus large mouvement de défense de l'identité bretonne.

Dans les années vingt, on assiste donc à l'émergence de mouvements identitaires dans de nombreuses régions françaises ainsi qu'ailleurs en Europe. Mouvements qui se caractérisent par un large éventail idéologique et où cohabitent des militants venus d'horizons politiques divers. Ces mouvements regroupent de jeunes hommes revenus meurtris des champs de bataille et qui croient dans le discours de Wilson sur les droits des minorités. Ils revendiquent un monde meilleur, un monde à leur mesure.

La dérive des années trente

C'est dans les années trente que plusieurs de ces militants autonomistes vont basculer vers le fascisme.

Les autonomistes alsaciens n'ont pas obtenu de bons résultats aux élections de 1932, où ils sont battus presque partout. Alors qu'Hitler prend le pouvoir en Allemagne en 1933 avec le parti nazi, Hermann Bickler y voit un pôle de référence. Il met sur pied une organisation de jeunes d'Alsace-Lorraine sur les bases des jeunesses hitlériennes: refus de toute démocratie, autorité absolue du chef. D'inspiration chrétienne, il refuse toute alliance avec les partis autonomistes non catholiques. Le programme comprend:

- revendication de l'héritage des luttes révolutionnaires du passé alsacien
- rejet des partis politiques
- dénonciation du système capitaliste
- rejet de la lutte des classes

En 1936, Hermann Bickler franchit une nouvelle étape. Il forme un véritable parti autonome: *Elsass-Lothringen-Partie*, (Parti d'Alsace-Lorraine). La répression s'intensifie à partir de l'automne 1938. Finalement Hermann Bickler est emprisonné au début de la guerre.

Hermann Bickler n'était pas un simple agent manipulé par de quelques officines d'espionnage allemand. Bickler et ses amis, militants autonomistes en 1930, sont devenus en quelques années les défenseurs d'une idéologie nazie clairement définie dans ses objectifs contre-révolutionnaires et dans son organisation. Elle ne diffère des conceptions nazies allemandes que vis-à-vis de la religion chrétienne.

L'irrédentisme, en tant que désir de rattachement à l'Italie, reste très marginal dans le peuple corse. Cependant quelques Corses prêtent une oreille attentive à Mussolini, notamment de 1940 à 1943, alors que la Corse est occupée par l'Italie. La Corse a le privilège d'être le territoire français le moins longtemps occupé. Les fascistes italiens ne trouvent pas de nombreux auxiliaires locaux. La résistance débute dès le début de 1943. La répression va être féroce.

En Bretagne, on assiste durant l'occupation allemande, à la collaboration totale de quelques dirigeants bretons, tels Debauvais, Mordrel, Moysse et Catteliot. Ils seront ramenés en France par les nazis après la débâcle de 1940.

Les nazis n'ont pas attendu la guerre pour nouer des relations avec l'Emsav Breton. Dès 1940, lors de la réunion de Pontivy, le rêve d'État

breton prend forme par la création du Conseil national breton. Mais l'Église et les autorités de Vichy se rejoignent pour condamner ouvertement tout séparatisme. Les nazis s'aperçoivent vite, du reste, que le rêve nationaliste breton n'est guère soutenu par la population et qu'il implique la rupture avec le gouvernement de Vichy. Comme Berlin a besoin du gouvernement français, la Bretagne ne sera pas indépendante.

Il ne reste aux quelques centaines de bretons pro-nazis, de plus en plus isolés du peuple, qu'à devenir des auxiliaires du RSHA.

Pourquoi?

Bickler, Rocca, Mordrel et leurs amis sont nazis ou fascistes en 1940. Par quel cheminement idéologique le sont-ils devenus? La réponse ne tient pas dans leur cheminement autonomiste ou nationaliste. Elle réside dans les fondements même de l'idéologie qu'ils professent. Le noyau dur de leur idéologie autonomiste est l'idéologie contre-révolutionnaire:

- haine de tout ce qui met en accusation l'inégalité sociale et politique
- mépris pour la démocratie et ses institutions, syndicats, partis politiques et libertés
- sympathie, a contrario, pour les doctrines de force et d'autorité
- refus de reconnaître la division de la société humaine en classes sociales, en exploités et exploités, de reconnaître la réalité de la lutte des classes.

La négation de la lutte des classes les entraîne directement sur une définition de la collectivité dont le seul critère qui reste est la race, l'appartenance biologique.

La glissade des leaders nationalistes au fascisme relève en fait de ce phénomène des années trente: une sorte de fascination et de mimétisme craintif. Fascination pour un régime qui représente leurs idéaux de projet social, leur conception de la nation et régime qui lutte contre les valeurs qu'ils honnissent, celles représentées par la Révolution française de 1789 et la Révolution russe de 1917.

Au niveau européen, les fascistes et les nazis agrandissent leur zone vitale. Les classes dirigeantes françaises et anglaises sont dominées d'un côté par la peur de changements sociaux à l'intérieur et de l'autre par leur désir de voir se retourner vers l'est, vers l'Union soviétique le flot de l'agressivité nazie. Hitler et Mussolini prennent figure d'alliés de leur classe sociale plutôt que d'ennemis de leur nation.

Sitôt au pouvoir, les fascistes et les nazis ont supprimé les velléités d'autonomie régionale: Catalogne en Espagne, Landers en Allemagne et

toutes aspirations centrifuges en Italie, etc.. Hitler n'a jamais revendiqué ouvertement l'Alsace-Lorraine. Le projet est de créer une sorte d'État autonome d'Alsace-Lorraine, sur le modèle du protectorat créé en Slovaquie à la place de la défunte Tchécoslovaquie.

Hermann Bickler participe à la nazification de l'Alsace. Cette politique comprend une série de mesures dont une ligne de démarcation rigoureuse avec la France, la demande du retrait des militaires alsaciens de l'armée française, la réintroduction de la langue maternelle, le changement de nom des municipalités, le système de rééducation des enseignants, l'interdiction du béret basque, la création de l'*Opferring* (semblable au parti nazi), la création des *Volksjugend* qui deviennent les *Hitlerjugend*, la création d'associations fascistes pour les professionnels, l'enrôlement des jeunes Alsaciens dans l'armée allemande.

Tout le système de nazification et de germanisation repose sur une répression brutale: censure politique, tribunal spécial, camps de concentration. Hermann Bickler est alors Kreisleiter de Strasbourg.

Malgré cette répression, la résistance s'organise. Ce qui démontre que malgré le passage d'ex-dirigeants nationalistes au fascisme, dans l'ensemble la population alsacienne se retrouve à combattre pour des valeurs démocratiques.

Ce que l'on peut noter de plus remarquable dans cette démarche de type raciste est qu'elle met Rocca, Bickler et Mordrel en totale contradiction avec les fondements mêmes de leur démarche autonomiste. Lutter pour la plus grande liberté de leur peuple devrait les amener à être solidaires des luttes d'autres peuples colonisés. Pas du tout! Rocca justifie longuement la conquête de l'Éthiopie par les légions italiennes, qui vont, bien sûr, accomplir auprès des populations «de l'âge de bronze» une «mission de civilisation, mission noble entre toutes». Comme par ailleurs Mordrel et Bickler approuvent les conquêtes de Hitler en Europe centrale, la boucle est bouclée: l'autonomisme n'est plus que démagogie, coquille creuse, verbiage destiné à recueillir quelques approbations.

Début 1943, H. Bickler est promu Standartenführer (colonel) de la SS. Bickler est second à l'AMT VI, service en charge de l'espionnage. Les compétences de l'AMT VI vont de la protection des personnalités allemandes en visite en France, à la surveillance de la haute société française et au recrutement d'agents par les moyens les plus divers.

Bickler recrute ses hommes à deux sources. Premièrement à l'intérieur du fascisme «à la française». Un certain «fascisme à la française» s'est constitué sur le plan idéologique au cours des années trente, dans les combats

des Ligues contre le régime démocratique et le communisme, par affinité avec les modèles autoritaires nés en Italie, en Allemagne, en Espagne⁵. Son ennemi, c'est la Révolution, celle qui menace de se produire, mais aussi celle de 1789 qui a installé tout cet édifice démocratique dont il faut se défaire. Quant au juif, à l'étranger venu d'ailleurs, il est néfaste car porteur de ces idées nées en 1789, révolutionnaire car apatride.

L'autre source de Bickler est l'autonomisme pro-nazi. Dès 1940, le gouvernement de Pétain a cultivé un conservatisme réactionnaire: «retour à la terre», «restauration des vieilles traditions provinciales». Ce terroir sera activement travaillé par Bickler.

Cette dérive d'ex-militants autonomistes vers la grande flamme noire du nazisme n'est pas qu'un fait français. Francis Arzalier cite quelques exemples.

Premièrement, il analyse la diaspora maghrébine de la région parisienne. De 1926 à 1933, le mouvement nationaliste algérien est influencé par le PCF même s'il est profondément musulman et pan-arabe. Il ne ressent aucune attirance pour le fascisme ordinaire. À partir de 1933, l'entrée en scène internationale du nazisme bouleverse les données. Indéniablement, il exerce peu à peu une véritable fascination sur quelques militants dans les pays colonisés par la France; fascination qui peut aller, dans certains cas, jusqu'à l'adoption des thèmes politiques et sociaux du national-socialisme.

Au cours des années de guerre, il n'y a pas de liens organiques entre le mouvement algérien et les représentants de l'Axe, contrairement à ce qui s'est passé au niveau dirigeant des mouvements breton et alsacien.

En Algérie, la majorité des chefs du FLN est plutôt passée par l'armée française, notamment au cours des années 1943 et 1945, du Maghreb à l'Italie, de la Provence au Rhin et souvent ensuite en Indochine.

On doit conclure que malgré leurs efforts, ni les nazis, ni les fascistes ne sont parvenus au cours de la Seconde Guerre mondiale à rallier à eux le nationalisme algérien, qu'il s'agisse de ses chefs ou de la masse de ses adhérents.

Les Européens d'Algérie sont aussi sollicités au cours des années trente par la propagande nazie ou fasciste, avec d'autant plus d'insistance que le terrain est favorable. C'est sur la base du racisme et de l'antisémitisme que les diverses organisations d'extrême-droite s'implantent avec succès parmi les Européens d'Algérie.

La majeure partie des Européens d'Algérie se révèle pétainiste plus que pronazie et, dès novembre 1942, l'arrivée des troupes américaines et des gaullistes réduit le PPF d'Algérie au néant.

Le ralliement effectif au nazisme a été aussi minoritaire, marginal, en milieu européen d'Algérie que parmi les musulmans. Les quelques-uns qui ont achevé la dérive sont plus souvent mus par des appétits sordides que par des motivations idéologiques.

C'est en Tunisie que la dérive va se révéler la plus grande, d'abord dans cette communauté italienne forte de 130 000 à 190 000 personnes. Les fascistes italiens multiplient les appels enflammés en faveur du panarabisme (La Tunisie est colonie française). L'Allemagne jouit d'un préjugé favorable: elle n'a jamais été puissance coloniale. Quelques militants nationalistes tunisiens vont achever la dérive et multiplier déclarations et meetings en faveur du fascisme.

En Libye et en Égypte, la dérive a pu tenter quelques-uns des jeunes nationalistes d'avant-guerre, influencés par le discours contre les élites conservatrices corrompues, qui correspond tout à fait à leur propre critique de la monarchie soumise à l'Angleterre, comme c'est le cas en Égypte. Mais l'amalgame serait simpliste entre le nationalisme d'inspiration religieuse qui anime la majorité de ces militants islamiques et fascisme ou nazisme. L'ennemi commun c'est l'Angleterre.

Au Moyen Orient aussi, malgré les rancunes nationalistes, l'amalgame entre courants nationalistes et nazisme est inacceptable à la lecture des faits historiques. En Palestine, par exemple, comme ailleurs dans le monde arabe, et pour les mêmes raisons antibritanniques et antijuives, la dérive vers le nazisme va toucher quelques Palestiniens, par exemple: Amin al-Husseini.

Dans tout l'aire musulmane, les courants nationalistes ou panarabes, subissent de 1930 à 1945 la tentation de la dérive vers le nazisme. Partout des individus, des groupes glissent jusqu'à la collaboration active, d'autant plus facilement que l'Allemagne peut apparaître comme le recours évident contre les colonialismes britannique et français.

La dérive des nationalismes asiatiques, plus conjoncturelle qu'idéologique, a été marginale, alors qu'en Amérique du Sud, il s'agit d'un réformisme nationaliste et populiste qui peut inclure des mimétismes ou des ambiguïtés, mais qui est de tout autre nature que le fascisme et le nazisme.

Dans toute l'Europe, cette mosaïque de nations et d'ethnies souvent niées par les États, la dérive a existé. Arzalier étudie trois cas. Dans un premier temps, les «pays bas» d'Europe.

Cinq ou six ensembles culturels différents tirent à hue et à dia, agités par des volontés identitaires parfaitement contradictoires, car la langue n'est pas le seul facteur culturel.

Dans cet ensemble, l'amalgame entre le mouvement flamand de Belgique et le nazisme est certainement faux. Il est par contre certain que

la majorité du peuple flamand a été flamingant avant la guerre, et qu'une partie des flamingants a dérivé vers l'hitlérisme. En Wallonie, le Rexisme, mouvement traditionaliste et clérical d'inspiration corporatiste a propagé un discours antiparlementaire, antimarxiste, anticapitaliste, près du discours fasciste typique. Les Flamands de France ont développé un mouvement réactionnaire autant que séparatiste.

Dans le Grand-duché du Luxembourg, le mouvement pronazi prône le rattachement au Reich. Ce qui entraîne une forte résistance après l'annexion. L'idée de rattachement à la «grande nation germanique» est totalement discréditée par l'aventure. Aux Pays-Bas, la population est majoritairement opposée au petit parti nazi.

Autre point chaud européen: les Balkans. On y trouve une mosaïque enchevêtrée de peuples, de langues, de religions, aux limites mouvantes. Dans l'entre-deux-guerres, la création du royaume de Yougoslavie n'est que l'expression politique de la domination serbe.

En Croatie, les Oustachis, dès les années trente, sont clairement fascistes. Le discours raciste, démagogique, avec des relents de croisade, dénonce pêle-mêle la démocratie, l'intellectualisme décadent, le marxisme et prône le culte de la force et du chef.

Conclusion

Le constat est clair à cette date: nombreux sont les chefs nazis ou fascistes responsables de la dérive des mouvements identitaires des années trente à quarante, à l'exemple de Bickler, qui ont échappé au châtement. Mais, en revanche, les mouvements régionalistes ou autonomistes sont réduits à la mort politique, au discrédit total pour une génération.

Vers la fin de 1944, lorsque la défaite allemande est assurée, s'organise la fuite des responsables. De nombreux dirigeants pronazis échapperont à leur jugement.

Lors du procès de Bickler, (où l'accusé est absent) on a vraiment l'impression que certains aspects ont très soigneusement été évités: jamais au cours des débats, il n'a été question du rôle de Bickler à l'Amt VI, de son rôle national.

Le rôle de l'Église catholique et sa collusion avec les pronazis sont précisés. Par exemple «la rat line», fonctionne dès 1947. Deux hommes d'Église en assurent le fonctionnement en Italie: le père Dragonovic et l'évêque Alois Hudal. Il s'avère aujourd'hui que la Rat Line a fonctionné avec l'assentiment des plus hautes autorités du Vatican. Dès 1944, des religieux aident à s'enfuir, vers l'Espagne ou la Suisse, des Français recherchés

par la Résistance. Est-il nécessaire de rappeler le rôle joué au Québec par certains pétainistes pour faire immigrer au Canada des criminels de guerre français, dont le comte Jacques de Bernonville⁶?

Le Pape Pie XII est ostensiblement favorable avant la guerre à l'intervention militaire italienne et allemande contre la République espagnole. Car pour Pie XII comme pour Hitler, ce qui est fondamentalement et irréductiblement contraire au fascisme et au nazisme, c'est l'idéal révolutionnaire, et notamment sa version communiste.

Les Américains ont aussi leur part de responsabilité dans le salut de ces dirigeants nazis ou fascistes. Du statut d'alliés contre l'Allemagne nazie, on est passé à la guerre froide, contre le péril que constituent l'Union soviétique et ses alliés. À partir de là, avec la plus grande logique, et non comme on l'a dit souvent, du fait de l'«ineffable naïveté américaine devant les crimes nazis», les services secrets américains organisent systématiquement le recrutement en Europe de spécialistes qualifiés du combat «contre les Rouges». Et les meilleurs spécialistes sont évidemment les nazis, petits ou grands, d'autant plus faciles à utiliser qu'on peut leur assurer l'impunité en échange de quelques services.

Par exemple, Rienhard Gehlen, le chef le plus actif sur le front Est passe avec tout son réseau de renseignement aux Américains. Il reçoit l'immunité. Dès l'été 1946, dans la zone américaine d'occupation en Allemagne, se développe l'«Organisation Gehlen», véritable armée secrète privée, puisqu'elle est sous l'autorité du seul «général gris», et ne fait pas partie des services américains; des officiers assurent la liaison entre les deux, sur la base d'un objectif unique: renseignements et actions contre l'Union soviétique et ses alliés.

En ce qui concerne les mouvements nationalistes dans tous les cas, le constat est identique. Barbouillé d'horreur par la collusion de ses chefs avec le nazisme, l'idéal autonomiste ou nationaliste, breton et corse par exemple, est mort avec le IIIe Reich, et ce pour longtemps dans les populations.

Mais en cette fin de millénaire, avec l'explosion du monde communiste européen on assiste à la résurgence de nationalismes à saveurs ethniques prononcées. Les politiques d'«épuration ethnique», pratiquées par des Serbes et des Croates ne sont pas sans nous rappeler certains épisodes de l'Allemagne hitlérienne.

Le mot d'ordre du droit des peuples à s'autodéterminer ne doit pas cacher les ambitions expansionnistes et dominatrices de certains leaders «nationalistes». Dans plusieurs cas, le nationalisme sert encore de véhicule pour propager une idéologie antidémocratique.

Comme véhicule, le nationalisme a été appelé à promouvoir plusieurs causes. Certaines d'entre elles ont amené des peuples et des nations à atteindre un plus haut niveau de démocratie ou à combattre des inégalités. Les mouvements identitaires des peuples coloniaux ont généralement servi les causes des peuples opprimés.

Mais la vigilance reste toujours de mise. Francis Arzalier a décrit cette époque où la dérive fasciste a été suivie par bon nombre d'ex-militants autonomistes. Francis Arzalier a aussi montré que cette dérive fasciste n'est pas automatique. Tout mouvement identitaire ne mène pas inévitablement au fascisme. Le mouvement identitaire, qu'il soit autonomiste, régionaliste ou nationaliste, couvre une idéologie. C'est ce mouvement idéologique qu'il convient de questionner. Car c'est par lui que le mouvement identitaire va être jugé.

Notes

1. Arzalier regroupe sous le concept de mouvement identitaire l'ensemble des groupes qui revendiquent autour d'un groupe social dont la base est «nationale». «C'est pourquoi nous pouvons définir par le concept unique de mouvements identitaires des idéologies plus ou moins clairement formulées, qui ne diffèrent entre elles que par leur niveau de revendication, mais ont toutes l'exigence que soit reconnue la spécificité d'un groupe humain. Cette similitude fait que, l'histoire l'a prouvé, il est facile de passer, au gré des contingences, du particularisme linguistique et culturel, voire "ethnique", au régionalisme.» (page 5).
2. Seul Karl Oberg a un rang plus élevé, soit celui de général de corps d'armée (SS Gruppenführer). Brickler partage le grade de colonel avec Knochen.
3. Arzalier, *op. cit.*, p. 14.
4. *Ibid*, page 22.
5. La France a produit plusieurs groupes fascistes. Le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot est le plus connu. Il s'ajoute à une longue liste de groupes fascistes dont le Francisme de Marcel Bucard, les Croix-de-feu du lieutenant-colonel de La Rocque, etc., etc..
6. Voir l'article de Gonzalo Arriaga et Jean-François Nadeau, «Maréchal, nous voilà» paru dans *Le Devoir*, 20 mai 1994, page A9 et Yves Lavertu, *L'affaire Bernorville. Le Québec face à Pétain et la collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994.